



## FORUM DES NATIONS UNIES POUR LE SERVICE PUBLIC 2018

### TRANSFORMER LA GOUVERNANCE POUR RÉALISER LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

# Atelier 4 Gouvernance pour localiser les Objectifs de développement durable

21 juin 2018  
Marrakech, Royaume du Maroc

## NOTE CONCEPTUELLE

**Langue :** Conduit en anglais avec interprétation en français

Le Forum des Nations Unies pour le service public 2018 se déroulera à Marrakech, Royaume du Maroc, du 21 au 23 juin 2018 autour du thème « Transformer la gouvernance pour réaliser les objectifs de développement durable ».

La première journée du Forum aura pour thème principal : **Transformer la gouvernance pour réaliser les Objectifs de développement durable (ODD)**. Transformer le monde et réaliser les ODD d'ici 2030 exigera un changement de paradigme dans la façon dont les sociétés se gouvernent. Cela nécessitera de repenser le rôle du gouvernement et la manière dont il interagit avec la société civile et le secteur privé pour gérer les affaires publiques d'un pays et répondre aux besoins de la population. De nouveaux modèles de gouvernance avec de nouvelles approches de leadership, axées sur les consultations, l'engagement et la réponse aux besoins des personnes sont désormais une nécessité. De nouveaux efforts sont nécessaires pour améliorer l'efficacité, l'inclusivité et la responsabilité. Il est également impératif de renforcer l'engagement de l'administration publique à créer des réseaux avec d'autres institutions, la société civile et les partenaires privés, ainsi qu'à comprendre leurs besoins, à les impliquer dans l'élaboration de politiques et de partenariats innovants. Exploiter le potentiel et les

synergies entre les différents acteurs de la gouvernance peut apporter beaucoup de changements et aider à promouvoir la prospérité pour tous. De nouveaux modèles d'innovation sociale et de nouvelles formes d'action commerciale sont nécessaires pour soutenir les ODD. En partenariat avec le gouvernement, les organisations de la société civile peuvent jouer un rôle essentiel dans la sensibilisation aux ODD, y compris parmi les plus laissés pour compte, et dans la conception conjointe de programmes et de services pour s'assurer que les plus pauvres et les plus vulnérables sont inclus dans la résolution des problèmes qui les affectent directement.

## I. Thème central de l'atelier

La mise en œuvre du Programme 2030 dépendra fortement de la localisation des ODD aux niveaux infranationaux. Le rôle des gouvernements locaux et sous-régionaux est essentiel à la mise en œuvre des ODD, étant donné leur proximité et leur compréhension des défis auxquels leurs communautés sont confrontées. Les gouvernements locaux sont dans une position unique pour engager toutes les parties prenantes dans la conception de politiques et de stratégies en matière de développement. Ils sont également bien placés pour identifier les besoins urgents et les lacunes afin d'améliorer la prestation des services publics. Les actions les plus visibles et les plus concrètes devront être prises au niveau local.

Le Programme 2030 contient un objectif spécifique sur les villes et les communautés durables : « Rendre les villes et les établissements humains inclusifs, sûrs, résilients et durables » (Objectif 11) décrivant 10 cibles spécifiques liées au logement, transport, patrimoine culturel et naturel, prévention des catastrophes, qualité de l'air, accès aux espaces verts publics, changement climatique, entre autres. La Déclaration de Quito sur « Des villes durables et l'établissement humain pour tous » (HABITAT) contient plus de 70 recommandations approuvées par les États membres des Nations Unies et la société civile. Le Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) attire l'attention sur le potentiel des technologies de l'information et de la communication (TIC) et du gouvernement numérique pour améliorer la prestation de services dans les villes intelligentes entre autres possibilités.

Compte tenu de la rapidité sans précédent de l'urbanisation, la part de la population mondiale vivant dans les zones urbaines devrait passer de 55% en 2018 à 60% en 2030 et approcher 75% d'ici 2050. Les mégapoles - avec 10 millions d'habitants ou plus - sont devenues de plus en plus le centre d'établissements humains avec le nombre de mégapoles qui devrait passer de 10 en 1990 à 41 en 2030<sup>1</sup>. L'urbanisation rapide pose de grands défis aux gouvernements locaux quant à leur capacité à réaliser les ODD. Le nombre de personnes vivant dans des bidonvilles ayant un accès limité aux services publics de base augmentera et les inégalités augmenteront. Les problèmes liés au logement, à l'assainissement, au transport et à la santé deviendront également de plus en plus difficiles à gérer en raison de la surpopulation et de l'insuffisance des infrastructures. Des stratégies et des approches novatrices en matière d'urbanisme, de création d'emplois, de services sociaux et de protection de l'environnement, entre autres, seront nécessaires pour faire progresser le développement durable.

Un nombre croissant d'États membres ont fait preuve d'un engagement résolu à collaborer étroitement avec les gouvernements sous-régionaux et locaux pour réaliser les ODD. Cependant, relier et intégrer les diverses initiatives de développement durable à tous les niveaux de gouvernement nécessitera la mise en place de mécanismes et de capacités institutionnels de coordination appropriés. Le rapport conjoint

---

<sup>1</sup> Rapport du Secrétaire général des Nations Unies pour la 51<sup>e</sup> session de la Commission sur la Population et le Développement (avril 2018) [http://www.un.org/en/development/desa/population/commission/pdf/51/CPD51\\_10KeyFindings.pdf](http://www.un.org/en/development/desa/population/commission/pdf/51/CPD51_10KeyFindings.pdf)

du PNUD et du Groupe de la Banque mondiale montre que les lacunes dans la capacité de prestation locale sont un facteur majeur de succès ou d'échec des efforts déployés pour atteindre les objectifs<sup>2</sup> convenus au niveau international. Selon le Comité d'experts sur l'administration publique (CEPA), les responsabilités des gouvernements locaux pour la mise en œuvre des ODD devraient être soutenues par des ressources humaines et financières adéquates.

Les gouvernements centraux devront renforcer leurs capacités à concevoir des politiques et des programmes susceptibles de promouvoir et de soutenir la mise en œuvre des ODD par les autorités locales. Le renforcement des relations centrales-locales, le développement des capacités nationales et la sensibilisation au rôle des gouvernements locaux dans la mise en œuvre des ODD seront essentiels à la réalisation de l'Agenda 2030. Les gouvernements locaux, surtout en dehors des capitales ou métropoles, ne sont pas en général au courant des ODD. Des stratégies et des approches novatrices en matière d'urbanisme, de création d'emplois, de services sociaux et de protection de l'environnement, entre autres, seront nécessaires pour faire progresser le développement durable.

Une coordination étroite entre les gouvernements nationaux et locaux entraînera une répartition claire des rôles et des responsabilités. Il faudra également combler les lacunes en termes de capacité, d'information et de ressources. En outre, des partenariats plus larges entre les différents niveaux de gouvernement et d'autres parties prenantes - secteur privé, ONG et universités - seront nécessaires pour sensibiliser, mobiliser des ressources et suivre les progrès dans la mise en œuvre des ODD.

Bien que le degré de gouvernance décentralisée dépende du contexte et des circonstances de chaque pays, la localisation des ODD implique que le développement durable profite à tous les peuples, les plus vulnérables et les plus pauvres étant au centre de tous les efforts.

## II. Objectif

L'objectif de cet atelier est de relever les défis actuels de la localisation des ODD et de discuter des moyens de renforcer les capacités pour une gouvernance décentralisée efficace afin de réaliser le Programme 2030.

## III. Organisation

Les participants devraient être des fonctionnaires du gouvernement central et local, des décideurs, des experts en gouvernance publique, des professionnels, des leaders de la société civile, des universitaires et des médias.

L'atelier se déroulera en anglais et français. Il sera composé de présentations et discussions interactives divisées en trois sessions. Les messages clés de chaque session seront partagés lors de la clôture en fin de journée. Les messages clés de l'atelier seront présentés le dernier jour du forum.

## IV. Structure

Cet atelier sera composé de trois sessions. À la clôture de chaque session, le rapporteur présentera des messages clés.

### **Session 1 : Coopération entre les institutions nationales et locales pour la localisation des ODD**

---

<sup>2</sup> Mahmoud Mohieldin, "The localization of the Sustainable Development Goals: Implementing the SDGs in Colombia, Indonesia, and Kenya", Site de "World Bank Sustainable Cities" (Oct. 2017): <http://blogs.worldbank.org/sustainablecities/localization-sustainable-development-goals-implementing-sdgs-colombia-indonesia-and-kenya>

Cette session examinera les défis et les opportunités des arrangements institutionnels verticaux existants pour la mise en œuvre des ODD. Il se concentrera sur la manière dont les pays développent des visions et des plans nationaux quant aux ODD afin de refléter les circonstances et les besoins locaux. Il examinera également les mécanismes nécessaires pour identifier les rôles et les responsabilités entre les gouvernements nationaux et infranationaux dans la poursuite des ODD.

**Questions d'orientation :**

1. Quels sont les principaux défis liés à la localisation des ODD du point de vue des gouvernements nationaux et locaux ?
2. Quelles dispositions institutionnelles sont mises en place pour relever ces défis ?
3. Les cadres institutionnels et les mécanismes actuels sont-ils propices à la localisation efficace des ODD ?
4. Quelles sont les leçons apprises ?

**Session 2 : Comblar les lacunes nationales et locales - Réduire les capacités, les informations et les ressources manquantes**

Cette session examinera comment combler l'écart de capacité entre les gouvernements nationaux et locaux, notamment en termes d'informations et de ressources.

**Questions d'orientation :**

1. Quels sont les mécanismes permettant de combler les lacunes en matière de qualifications et de compétences des fonctionnaires aux niveaux national et local ?
2. Quels mécanismes peuvent être mis en place pour partager l'information entre les gouvernements nationaux et locaux ?
3. Comment le processus de localisation peut-il être efficacement financé ? Comment le processus budgétaire national peut-il être adapté à la localisation des ODD et servir l'objectif des politiques de développement équilibré ?

**Séance 3 : Promouvoir des approches validées par « l'ensemble du gouvernement » et par « l'ensemble de la société » pour des partenariats multipartites efficaces**

Cette session examinera comment les gouvernements peuvent créer un environnement propice afin d'impliquer tous les acteurs pertinents dans les processus décisionnels, y compris les mécanismes consultatifs et participatifs au niveau local, considérant que la mise en œuvre réussie de l'Agenda nécessite l'implication de toute la société. Une attention particulière sera accordée aux mécanismes et approches innovants impliquant les groupes vulnérables dans les décisions qui affectent leur vie.

**Questions d'orientation :**

1. Comment les gouvernements nationaux et locaux peuvent-ils créer un environnement propice pour engager toutes les parties prenantes dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'examen des politiques des ODD ?
2. Comment les gouvernements locaux, y compris les mégapoles, peuvent-ils efficacement fournir des services inclusifs aux groupes vulnérables ? Comment tirer parti des nouvelles technologies, telles que l'analyse de mégadonnées (Big Data) et le « blockchain » ?
3. Comment les gouvernements locaux peuvent-ils utiliser les mégadonnées pour fournir de meilleurs services ? Quels sont les défis et les opportunités pour une gouvernance efficace des données ?

## V. Contacts

### **Keping Yao (M.)**

Expert en Gouvernance et administration publique  
Bureau des Projets des Nations Unies pour la gouvernance (UNPOG)  
Division des Institutions publiques et de la gouvernance digitale (DPIDG)  
Département des affaires économiques et sociales (DAES ONU)  
Email : [yaok@un.org](mailto:yaok@un.org)

### **Victoria Kim (Mme)**

Responsable en gestion de programme  
Office of the Director  
Division des Institutions publiques et de la gouvernance digitale (DPIDG)  
Département des affaires économiques et sociales (DAES ONU)  
Email : [kim47@un.org](mailto:kim47@un.org)

### **Mi Kyoung Park (Mme)**

Expert en recherche et analyse des politiques  
Bureau des Projets des Nations Unies pour la gouvernance (UNPOG)  
Division des Institutions publiques et de la gouvernance digitale (DPIDG)  
Département des affaires économiques et sociales (DAES ONU)  
Email : [mikyoung.park@un.org](mailto:mikyoung.park@un.org)

### **Yeh-Jin Suh (Mme)**

Assistante administrative  
Bureau des Projets des Nations Unies pour la gouvernance (UNPOG)  
Division des Institutions publiques et de la gouvernance digitale (DPIDG)  
Département des affaires économiques et sociales (DAES ONU)  
Email : [suh@un.org](mailto:suh@un.org)